



---

## **PREPARATION DE CAMPAGNE. MOUVEMENTS EN ARRIERE SCENE.**

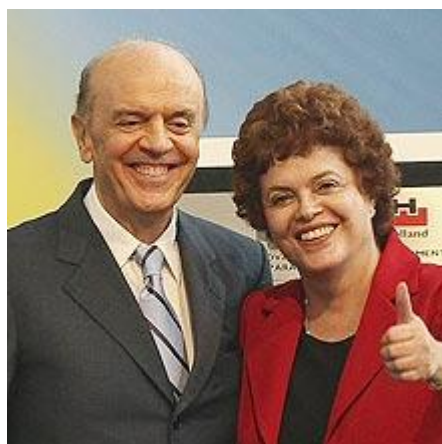
---

1

*Walter Nique-Franz*

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble  
Membre de l'équipe Opalc/Grib « Brésil 2010 »

Avril 2009



Bien que la campagne électorale ne commence officiellement qu'en juin, l'arrière scène de la politique brésilienne connaît d'intenses mouvements. Depuis plusieurs mois les partis définissent leurs candidats, préparent les programmes, et articulent leurs alliances au niveau national et régional. Début avril de nombreux ministres, gouverneurs et maires de capitales désirant se présenter au prochain scrutin ont démissionné de leurs fonctions (cf. liste en fin de document), ce qui inaugure une nouvelle phase en dessinant plus clairement les choix et les stratégies des principales forces politiques.

## **PSDB: la candidature latente.**

Au PSDB le ticket présidentiel n'était toujours pas défini début avril 2010. Jusqu'à la fin 2009 on présentait les gouverneurs Aécio Neves (Minas Gerais) et José Serra (São Paulo) comme les possibles pré-candidats. La candidature de José Serra à la présidence a finalement été acceptée. Pressenti pour être candidat à la vice-présidence, Aécio Neves manifeste toutefois sa préférence pour un poste de sénateur (pour lequel les risques de défaites sont moindres et le mandat est de huit ans...). La présentation du ticket à disputer la présidence semblait indispensable aux caciques locaux pour qu'ils puissent négocier les coalitions dans les États fédérés (notamment à Rio de Janeiro, Paraná, Bahia et Pernambuco), raison pour laquelle la pression sur la direction du parti se fait accrue. Toutefois, Serra (qui a un poids significatif à l'intérieur du PSDB) estime qu'avancer l'annonce de sa candidature l'engagerait dans un débat public avec un président très populaire, sans produire de réels bénéfices électoraux. Mais les divergences se font également sentir parmi les partis alliés. Fin novembre, le DEM (ex-PFL) a réalisé un sommet à Brasília pour unifier le discours de soutien



au PSDB. À l'intérieur du parti il y avait un secteur assez mécontent face à la stratégie employée par Serra. Mouvement qui était d'ailleurs plutôt favorable à la candidature d'Aécio Neves. Le groupe est aligné autour du président du parti Rodrigo Maia (RJ), qui avait critiqué publiquement le gouverneur sortant de São Paulo. D'un autre côté, un secteur organisé autour du maire de São Paulo, Gilberto Kassab, est tout à fait d'accord avec le nom et la stratégie de Serra. En outre, l'espoir du parti de pouvoir indiquer le candidat à la vice-présidence semble s'éloigner, et cela pour deux raisons. Premièrement, il lui manque des options viables au niveau de son personnel politique. Quoique le nom de José Arruda ait été évoqué, celui-ci a été exclu du jeu politique après le scandale de corruption au District Fédéral<sup>1</sup>. Quant au sénateur Marco Maciel (PE), ex-vice président de Fernando Henrique Cardoso, il pourrait attirer une mauvaise cote en facilitant la stratégie du PT à comparer les gestions de Lula et de FHC. Et finalement Cesar Maia (RJ) et Paulo Souto (BA) avancent d'autres projets politiques. Deuxièmement, le parti est fortement ébranlé par les scandales de corruption concernant José Arruda, et plus récemment la décision de la justice pour la cassation du mandat de Gilberto Kassab, soupçonné d'avoir reçu un financement illégal pour sa campagne du 2008<sup>2</sup>. En somme, l'actuel positionnement du DEM contraint énormément sa marge de négociation et sa capacité de pression sur son allié.

Pendant ce temps, le PT avançait dans l'articulation de ses accords régionaux et la ministre Dilma Rousseff croissait dans les sondages d'intention de vote. La différence entre Dilma et Serra avait été proche de 30 points en mars 2009 et s'est réduite à seulement 4 points en mars 2010 (égalité technique) en allumant alors un signal d'alerte pour le PSDB. Les mouvements se sont ensuite intensifiés pour que Serra s'annonçât pré-candidat et, à la fois, pour convaincre Aécio d'accepter de composer le ticket (ce qu'il a refusé à plusieurs reprises). Un plan B est pour autant en train de s'esquisser. Une alternative serait le sénateur Tasso Jereissati, entrepreneur et ancien gouverneur du Ceará (1987-1991 puis 1995-2002), qui pourrait faire un contrepoids à la base électorale du PT dans le Nordeste du pays. Plus récemment, certains dirigeants du parti ont discuté le nom de la sénatrice Marisa Serrano (MS), vice-présidente du PSDB, afin d'apporter un visage féminin au ticket<sup>3</sup>. Début avril, entre les larmes, les critiques au gouvernement fédéral et la présentation du bilan de sa gestion, José Serra a laissé le poste de gouverneur de l'état le plus puissant du pays avec une cote de popularité de 55%. Un événement est prévu pour la formalisation de sa candidature le 10 avril à Brasília.

## **PT et PMDB: vers une alliance nationale?**

La pré-candidature de Dilma Rousseff a été officialisée lors de la convention du parti des travailleurs, mi-février<sup>4</sup>. Ayant un profil technique et peu d'expérience électorale, la Ministre doit se faire connaître du public et construire une image de proximité avec le peuple.



Responsable de la gestion du programme d'accélération de la croissance (PAC)<sup>5</sup>, elle s'est déplacée à travers le pays pour inaugurer et vérifier les travaux en marche. Toujours à côté du populaire Lula, cette manœuvre semble avoir donné des résultats à en juger par sa progression dans les sondages. Son dernier grand engagement était le lancement du programme « PAC 2 », dont elle a exposé les grandes lignes le 29 mars lors d'un événement organisé en présence de nombreux politiciens et entrepreneurs. L'objectif du gouvernement est de planifier des investissements aux services d'aménagement, notamment dans les bidonvilles, pour un montant d'un milliard de reais (400 million d'euros).

Les mouvements en arrière scène sont également très intenses pour composer le ticket présidentiel et désigner le candidat à la vice-présidence de Dilma. La stratégie des dirigeants du PT consiste à reproduire dans l'arène électorale l'alliance parlementaire avec le PMDB, ce qui impose un certain nombre d'obstacles à surmonter. Le PMDB a entériné son soutien au PT dès le premier tour pour l'élection présidentielle. Mais la proximité avec le PT était loin de faire l'unanimité au sein du PMDB, et trois lignes différentes s'étaient esquissées. La première, soutenue par Orestes Quercia (SP) et Jarbas Vasconcelos (PE), était favorable à une alliance avec le PSDB. Deuxièmement, un secteur n'écartait pas l'idée d'une candidature propre en suggérant le nom du gouverneur du Paraná Roberto Requião. Enfin, l'option de l'alliance autour de Dilma était défendue par des leaders importants comme José Sarney<sup>6</sup>, président du Sénat, et Michel Temer, président de la Chambre de députés candidat le plus probable la vice-présidence. Quoiqu'une décision officielle ne soit pas annoncée avant la convention nationale en juin prochain, après la réélection de Temer à la présidence du parti, les doutes semblent depuis début février définitivement dissipés autour d'un ticket PT-PMDB. L'enjeu est désormais de trouver un nom fort pour que l'alliance soit la plus égalitaire possible, autrement dit, pour qu'elle garantisse un partage des postes le plus favorable possible au PMDB dans ce qui concerne les portefeuilles ministériels et dans les entreprises publiques. Si le nom du président de la Banque Centrale, Henrique Meirelles, a été pressenti (il pourrait équilibrer la tendance plus à gauche de Dilma, en offrant des signaux positifs au marché) c'est Michel Temer est le mieux positionné. Cette option s'est d'ailleurs confirmée le 3 avril, lorsque Henrique Meirelles a – tardivement – annoncé qu'il ne démissionnerait pas de son poste de président de la Banque Centrale et qu'il ne briguerait aucun poste électif en 2010.

De surcroît, à l'intérieur du PT des obstacles à un ticket PT/PMDB ne sont pas moins remarquables. L'enjeu ici est de rendre compatible la stratégie adoptée au niveau national et celle de chaque état fédéré qui doit élire aussi ces représentants en octobre. Puisque la loi électorale n'oblige pas la reproduction des alliances nationales (*verticalização*) les directions régionales des partis ont normalement la liberté de fixer leurs stratégies et d'établir leurs propres alliances. Cependant, Lula insiste sur les disputes locales qui ne doivent pas remettre en cause ni le projet national, ni la candidature de Dilma. C'est ainsi que dans le Rio Grande do Sul s'affronteront un candidat du PT (Tarso Genro) et un candidat du PMDB (José Fogaça), qui soutiendront tous les deux le ticket présidentiel Dilma/Temer.



De même, dans l'Etat de Bahia, le ministre de l'intégration nationale Geddel Vieira (PMDB) veut disputer le gouvernement avec l'actuel gouverneur Jaques Wagner (PT). Dans le Minas Gerais le président a déjà déclaré son soutien à la candidature du ministre des communications Hélio Costa (PMDB), un choix qui remet en cause les pré-candidatures de l'ex-maire Fernando Pimentel (PT) et du ministre de développement social Patrus Ananias. Lula a suggéré pour la formation dans le Minas Gerais d'une alliance locale où le PT indiquerait un vice-gouverneur pour composer le ticket avec le PMDB, mais une telle option ne suscite pas d'enthousiasme chez les compagnons *mineiros* qui ont rédigé un manifeste favorable à la candidature propre. Ce scénario délicat doit se configurer aussi en d'autres états (Mato Grosso do Sul, Rio de Janeiro, Pará), raison pour laquelle un groupe de travail a été formé depuis mars entre le président Lula et des leaders du PMDB (y compris Temer et Sarney). L'objectif est de discuter la situation politique dans les états où l'alliance PT/PMDB n'est pas envisageable et s'accorder sur un comportement commun et convenable, afin d'éviter que l'affrontement local ne menace la performance de la formule présidentielle.

À cet égard le Rio Grande do Sul offre un exemple illustratif de la complexité des enjeux en question. Bastion historique du PT et comptant un important militantisme idéologisé, les disputes pour le gouvernement de l'état et pour la mairie de la capitale se sont toujours caractérisées par une forte polarisation. D'ailleurs à plusieurs reprises ces affrontements l'ont opposé au PMDB. L'impopularité de la gouverneure sortante, Yeda Crusius (PSDB) à qui le dernier sondage n'attribue d'ailleurs que 5% des intentions de vote, annonce encore une fois une dispute serrée entre Tarso Genro (PT) et José Fogaça (PMDB) chacun crédité de 30%. Comment alors aligner les stratégies nationale et locale? Les caciques essaient d'articuler un soutien de Fogaça au ticket Dilma-PMDB en échange de l'appui de la présence de Lula dans sa campagne. Dans ce contexte, le PDT qui au niveau national fait partie de la base alliée de Lula et qui dans cet état fonctionne comme un parti pivot, négocie son alliance avec Fogaça. Le Ministre du travail, Carlos Lupi (PDT), impose trois conditions pour parvenir à un accord: l'indication du vice-gouverneur, l'éloignement du DEM et le soutien à Dilma. Ainsi, la stratégie nationale peut contraindre fortement la marge de manœuvre de la campagne de Tarso Genro: un affrontement agressif en marquant les différences avec le PMDB pourrait avoir une retombée négative sur la performance de Dilma alors que le soutien de Lula sera partagé avec son adversaire. Malgré cela, il n'est pas évident que l'appui officiel de Fogaça puisse mobiliser favorablement pour Dilma les militants du PMDB ou ses électeurs. En revanche, quel effet aurait une telle dilution des différences entre les deux partis? Comment les militants du PT recevront-ils cette stratégie? Pourrait-elle provoquer un effet de démobilisation de militants ou de l'électorat? Serait-elle favorable à la position du PT face au rapport de forces régional, alors même que le parti a du mal à reconquérir le public urbain et les classes moyennes pour revenir au pouvoir?



## Le regard de la Justice Électorale.

L'intensification des agendas des pré-candidats demande aussi une surveillance attentive de la Justice Électorale pour empêcher l'anticipation des campagnes et l'usage de la machine publique. Toutefois, les frontières entre l'agenda des élus et la diffusion de leurs images est souvent difficile à préciser. Quoiqu'il en soit, le calendrier d'inauguration des travaux publics s'est intensifié dans les derniers mois, et cela n'est absolument pas dû au hasard... En effet, la loi établit la période précise pour le déroulement de la campagne (qui débutera le 6 juin 2010) dont le non-respect expose à des amendes (comme celle de 10.000 reais appliquée en mars 2010 par le Tribunal Supérieur Électoral au président Lula). Pour la même raison, la justice a suspendu la diffusion de spots publicitaires du PT et du PSDB (le 15 et le 26 mars) à São Paulo.

Malgré les derniers scandales de corruption qui ont entamé (encore une fois) l'image du Congrès National, et qui ont concerné d'ailleurs plusieurs unités fédérées (District Fédéral, São Paulo, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, entre autres), l'attendue réforme politique n'a pas vu le jour. Comme toute proposition de loi, la discussion du thème repose sur le pouvoir législatif. Les parlementaires se sont mis d'accord pour approuver une mini-réforme qui, entre autres dispositifs, altère la participation des politiciens lors de l'horaire électoral. Si jusqu'alors la loi contraignait les participations aux horaires des partis respectifs ou coalitions, pour soutenir une candidature ou appeler au vote, il sera désormais possible de faire des apparitions dans tous les spots des partis alliés au niveau fédéral, quoique la coalition ne se reproduise pas au niveau régional. La nouvelle règle a provoqué des controverses juridiques et sera soumise à l'appréciation du TSE. D'autres thèmes n'ont pas été concernés par cette réforme, principalement les restrictions aux candidatures des personnes poursuivies par la justice et le financement public des campagnes. La question du blocage des candidats qui figurent dans la « liste sale », proposé par des ONG et publié par l'Association des Magistrats du Brésil lors des municipales de 2008, ne fait pas l'unanimité en raison du principe de présomption d'innocence. Début décembre, l'ONG « Mouvement de combat à la corruption électorale » a présenté un projet de loi à la chambre des députés pour inclure de nouveaux critères d'éligibilité dans la loi brésilienne. Selon le texte proposé, les personnes condamnées en première ou unique instance, ou celles qui sont poursuivies pour des accusations graves (comme racisme, homicide, violation, trafic de drogues ou détournement de fonds publics) seraient empêchés de disputer des élections. Toutefois le projet n'a pas été voté. En revanche, le Tribunal Électoral a décidé de publier les attestations d'antécédents de tous les candidats désormais obligés de les présenter à la justice<sup>9</sup>. Bien que cela n'interdise pas les candidatures, les électeurs auront accès aux informations sur le site du tribunal. Au niveau du financement, le tribunal a introduit un nouveau dispositif pour permettre plus de transparence au niveau des comptes des campagnes.



# Brésil 2010

L'ancien encadrement avait une brèche qui permettait l'occurrence de « donations occultes », des fonds versés aux caisses du parti et transférés aux candidats qui ne déclaraient pas les donateurs originaux. Désormais il faudra que les partis maintiennent un compte bancaire spécifique pour les transactions de campagne et aux candidats d'informer l'origine des ressources venues des caisses partisanes.

On peut encore remarquer un dernier point, sur l'encadrement de la propagande sur internet. Le thème qui avait fait l'objet de réglementations au cours de la campagne 2008 a été incorporé aux règles électorales. Les candidats sont autorisés à utiliser leurs sites personnels, ceux des partis et aussi des blogs et réseaux sociaux à partir du 5 juillet<sup>10</sup>.

7



# Brésil 2010

Annexe : Liste des ministres, gouverneurs et maires ayant démissionné le 3 avril 2010 pour briguer un poste aux élections d'octobre 2010 (source Folha de São Paulo).

## TROCA DE CADEIRAS

Quem assume com a saída de ministros, governadores e prefeitos



### MINISTÉRIOS

	QUEM SAI	O QUE DISPUTARÁ	QUEM ENTRA
Agricultura (PMDB)	Reinhold Stephanes	Câmara dos Deputados	Wagner Rossi, presidente da Conab
Banco Central	Henrique Meirelles	INDEFINIDO	INDEFINIDO
Casa Civil (PT)	Dilma Rousseff	Presidência	Erenice Guerra, secretária-executiva
Comunicações (PMDB)	Hélio Costa	Governo de Minas	INDEFINIDO
Des. Social e Combate à Fome (PT)	Patrus Ananias	Governo de Minas	Márcia Lopes, ex-secretária-executiva
Igualdade Racial (PT)	Edson Santos	Câmara dos Deputados	Eloi Ferreira de Araújo, secretário-adjunto
Integração Nacional (PMDB)	Geddel Vieira Lima	Governo da Bahia	João Reis Santana Filho, secretário-executivo
Meio Ambiente (PT)	Carlos Minc	Assembleia Legislativa do Rio	Izabella Teixeira, secretária-executiva
Minas e Energia (PMDB)	Edison Lobão	Senado	Márcio Zimmermann, secretário-executivo
Previdência Social (PT)	José Pimentel	Senado	Carlos Eduardo Gabas, secretário-executivo
Transportes (PR)	Alfredo Nascimento	Governo do Amazonas	Paulo Sérgio Passos, secretário-executivo





# Brésil 2010



## GOVERNOS ESTADUAIS

	QUEM SAI	O QUE DISPUTARÁ	QUEM ENTRA
Amazonas	Eduardo Braga (PMDB)	Senado	Omar Aziz (PMN)
Mato Grosso	Blairo Maggi (PR)	Senado	Silval Barbosa (PMDB)
Minas Gerais	Aécio Neves (PSDB)	Senado ou Vice-Presidência	Antonio Anastasia (PSDB)
Paraná	Roberto Requião (PMDB)	Senado	Orlando Pessuti (PMDB)
Rio Grande do Norte	Wilma de Faria (PSB)	Senado	Iberê Ferreira (PSB)
Rondônia	Ivo Cassol (PP)	Senado	João Cahulla (PPS)
Santa Catarina	Luiz Henrique (PMDB)	Senado	Leonel Pavan (PSDB)
São Paulo	José Serra (PSDB)	Presidência	Alberto Goldman (PSDB)



## PREFEITURAS

	QUEM SAI	O QUE DISPUTARÁ	QUEM ENTRA
Cuiabá	Wilson Santos (PSDB)	Governo estadual	Francisco Galindo (PTB)
Curitiba	Beto Richa (PSDB)	Governo estadual	Luciano Ducci (PSB)
Goiânia	Íris Rezende (PMDB)	Governo estadual	Paulo Garcia (PT)
João Pessoa	Ricardo Coutinho (PSB)	Governo estadual	Luciano Agra (PSB)
Porto Alegre	José Fogaça (PMDB)	Governo estadual	José Fortunati (PDT)
Teresina	Sílvio Mendes (PSDB)	Governo estadual	Elmano Férrer (PTB)



1 Fin novembre 2009, une affaire de corruption est devenue public, concernant le sommet du pouvoir du District Fédéral. Le nom du gouverneur José Arruda étant au centre du scandale (Voir OPALC, Affaires de corruption du Brésil contemporain. <http://www.opalc.org/web/images/stories/Corruption.pdf> ). Le 11 février il a été arrêté par la Justice et mis en garde à vue en raison de ses interférences dans les enquêtes (en essayant de corrompre les témoins de l'affaire). Malgré les mobilisations de la société civile et de l'opinion publique, la commission parlementaire qui s'occupe du cas n'a guère avancé et le procès d'impeachment du gouverneur n'a pas été voté, en raison des stratégies politiques adoptées par les alliés politiques du gouverneur. Cependant, une fois exclu du parti, Arruda a perdu son mandat lors d'une décision judiciaire, du 16 mars, en raison de sa dé-filiation partisane.

2 La décision a été suspendue lorsque Kassab a fait appel (le 21 février) mais le procureur régional électoral vient d'émettre un avis, le 30 mars, en recommandant la cassation du Maire.

O Globo 22/02/2010: Justiça eleitoral suspende cassação de mandato de Kassab.  
<http://oglobo.globo.com/economia/mat/2010/02/22/justica-eleitoral-suspende-cassacao-de-mandato-de-kassab-915909377.asp>

Folha de São Paulo 30/03/2010: Procuradoria recomenda manutenção da cassação de Kassab.  
<http://www1.folha.uol.com.br/foha/brasil/ult96u714215.shtml>

3 Folha de São Paulo 29/03/2010: PSDB cogita escolher uma mulher para vice de Serra.  
[http://josiasdesouza.folha.blog.uol.com.br/arch2010-03-01\\_2010-03-31.html#2010\\_03-29\\_06\\_02\\_33-10045644-0](http://josiasdesouza.folha.blog.uol.com.br/arch2010-03-01_2010-03-31.html#2010_03-29_06_02_33-10045644-0)

4 Voir OPALC, Brésil: Officialisation de la candidature de Dilma Rousseff  
[http://www.opalc.org/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=522:bresil-officialisation-de-la-pre-candidature-de-dilma-rousseff&catid=122:partis-et-elites-politiques&Itemid=212](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=522:bresil-officialisation-de-la-pre-candidature-de-dilma-rousseff&catid=122:partis-et-elites-politiques&Itemid=212)

5 Voir OPALC, Brésil 2010: Document informatif, pp.26-36.  
[http://www.opalc.org/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=506:bresil-2010-document-informatif&catid=160:bresil-2010-observation-electorale&Itemid=211](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=506:bresil-2010-document-informatif&catid=160:bresil-2010-observation-electorale&Itemid=211)

6 Président du Sénat, Sarney est une pièce clé dans l'échiquier armé par le président Lula, soit dans l'arène parlementaire soit dans l'articulation de l'alliance avec le PT. Ce pragmatisme explique l'effort politique dépensé par Lula pour soutenir Sarney face aux dénonciations de corruption auxquelles il a fait face depuis fin 2009. Pour plus de détails voir: OPALC, Affaires de corruption au Brésil, op.cit.

[http://www.opalc.org/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=456:affaires-de-corruption-au-bresil&catid=127:campagnes&Itemid=209](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=456:affaires-de-corruption-au-bresil&catid=127:campagnes&Itemid=209)

9 Résolution n°23.221 du TSE, du 02 mars 2010. Cap. VI, session 2, art. 26.

1 0 Résolution 32.191, Instruction n°132 du 12 mars 2010, Cap. IV, art. 19